

Volksunie, Nieuw-Vlaams Alliantie, Spirit, Vlaams-Progressief

Emilie VAN HAUTE

Le parcours des partis incarnant le nationalisme démocratique en Flandre est intéressant à plus d'un titre. En effet, la Volksunie (VU) a occupé une place de choix dans le paysage politique belge depuis les années soixante. Elle y a exercé une influence politique et culturelle non négligeable. En 1971, elle devient même le troisième parti flamand avec près de 19% des suffrages¹. Elle a aussi pris part à divers gouvernements, tant au niveau fédéral que régional. Outre son importance, c'est également la nouveauté du phénomène qui intrigue. La VU, comme d'autres partis régionalistes, a fait partie de la vague de « nouveaux partis » qui déferle en Europe dans les années soixante². On y ajoutera, aujourd'hui, une troisième raison de s'y intéresser : sa disparition du paysage politique en 2001, laissant un temps place à deux formations politiques de taille dissemblables mais influentes ; ce qui amène à réévaluer son histoire à l'aune de cette donnée nouvelle.

Cette contribution s'articule en trois temps. La première partie relate l'histoire de la Volksunie et de ses héritiers, son succès et son déclin (origines, performances électorales, impact politique, déclin et disparition). La deuxième est consacrée aux évolutions de l'idéologie et du positionnement politique du parti. La troisième traite des aspects organisationnels (évolution du nombre d'adhérents, leadership, etc.).

¹ E. VAN HAUTE, « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti », in P. DELWIT (éd.), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, p. 243-264.

² H. TURSAN, « Introduction. Ethnoregionalist parties as ethnic entrepreneurs », in L. DE WINTER et H. TURSAN (éd.), *Regionalist parties in Western Europe*, Londres, New York, Routledge, 1998, p. 1 ; P. DELWIT, *Composition, décomposition et recomposition du paysage politique belge*, Bruxelles, Labor, 2003, p. 55.

Développement et disparition de la vu, évolution de ses héritiers

Historique et évolution de la courbe électorale

Après l'indépendance de la Belgique en 1830, le pays est gouverné par une élite essentiellement francophone, alors que ses habitants sont en majorité néerlandophones. La culture francophone est dominante. Economiquement, la Flandre n'est pas au cœur de la révolution industrielle. Elle reste agricole pour l'essentiel. C'est à cette époque qu'une relation centre-périphérie se met en place. La Flandre se situe alors sur le versant périphérique du clivage. Petit à petit, un mouvement de protestation s'organise autour de la revendication de la reconnaissance du néerlandais comme langue officielle. Cependant, la mutation de ces tensions en clivage, et leur expression politique à travers la création d'un parti, ne s'effectuent pas directement : le pays se structure autour de deux clivages dominants (philosophique et socio-économique), d'où sont issues les trois familles politiques traditionnelles.

Le mouvement flamand s'exprime pour la première fois après la première guerre mondiale. Le Frontpartij, premier parti focalisé sur le nationalisme flamand, se crée autour de la défense de ces revendications linguistiques. Le parti gagne 2,6% des votes en 1919 (cinq sièges au Parlement). Après une radicalisation progressive dans les années vingt, le Frontpartij subit un tassement électoral en 1932. Il laisse place à une nouvelle formation : le Vlaams Nationaal Verbond (vNV), beaucoup plus marqué à droite³. Le vNV recueille respectivement 7,1% et 8,3% aux élections de 1936 et 1939 – seize et dix-sept députés. Le premier objectif du vNV est le séparatisme. Mais au-delà de l'étiquette « régionaliste », il endosse aussi des idées proches du nazisme et du fascisme. L'antisémitisme est très répandu chez les nationalistes flamands⁴. Il apparaît aussi dans la déclaration de principe d'un autre mouvement plus fasciste, le Verdinaso⁵. Durant la deuxième guerre mondiale, le parti, sous la houlette de son leader Staf de Clercq, rejoint le camp de la collaboration⁶.

Les liens entre revendications flamandes et collaboration rendent difficile pour un temps l'expression politique du clivage centre-périphérie. En 1949, la Vlaamse Concentratie, qui visait cet objectif, échoue. En 1954, se crée la Christelijke Vlaamse Volksunie (cvv) mais elle reste assez confidentielle et se mue rapidement en Volksunie (vu). Au plan électoral, son démarrage est lent⁷. En effet, en 1954 et 1958, la vu ne

³ E. VAN HAUTE et J.-B. PILET, « Regionalist Parties in Belgium (vu, FDF, RW) : Victims of their own success ? », *Regional and Federal Studies*, 16/3, 2006, p. 297-313.

⁴ E. WITTE et J. CRAEYBECKX, *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Labor, 1987, p. 228.

⁵ L. SAERENS, « De houding van het Vlaams-nationalisme tegenover de joden tijdens de jaren dertig », in H. DE SCHAMPELEIRE et Y. THANASSEKOS (éd.), *L'extrême droite en Europe de l'Ouest*, Bruxelles, VUB Press, 1991, p. 255-280.

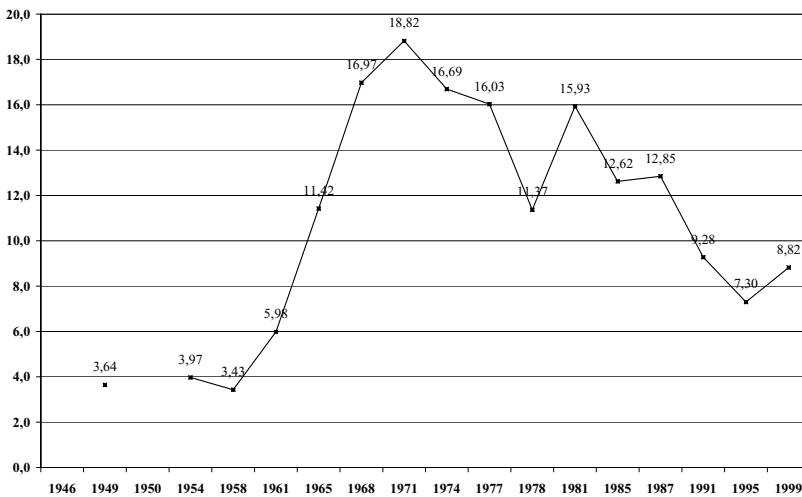
⁶ Plusieurs de ses responsables occupent des fonctions importantes sous l'occupation : Victor Leemans aux Affaires économiques et Gérard Romsée à l'Intérieur. H. HASQUIN (dir.), *Dictionnaire d'histoire de Belgique*, Bruxelles, Didier Hatier, 1988, p. 49.

⁷ P. DELWIT et E. VAN HAUTE, « L'implosion et la fin d'un parti : la Volksunie », *L'année sociale 2001*, p. 13-14 ; S. GOVAERT, « La Volksunie », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1416-1417, 1993 ; S. GOVAERT, « La Volksunie. Du déclin à la disparition (1993-2001) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1748, 2002.

fait guère mieux que la Vlaamse Concentratie : aux alentours de 3,5% des voix en Flandre. La raison tient pour beaucoup à la polarisation sur le clivage philosophique à travers la question scolaire. Mais la signature du pacte scolaire atténue fortement l'exacerbation du clivage philosophique. L'entrée dans les *Golden Sixties* réduit les tensions sur le clivage socio-économique, en Flandre au moins. Les deux clivages dominants apaisés, la voie est ouverte à l'expression du clivage centre-périphérie.

Les avancées électorales de la VU sont sensibles dans les années soixante et au début des années soixante-dix. Dès 1961, elle récolte 6% des voix. Lors de l'élection de rupture de 1965, elle passe le cap des 10% et trois ans plus tard, celui des 15%. En 1971, la VU décroche son meilleur résultat : 18,8% des suffrages (21 élus). Grâce à cette performance, elle souffle le titre de troisième parti flamand aux libéraux du PVV.

Figure 1. Evolution des performances électorales de la Volksunie à la Chambre des représentants dans l'espace politique flamand (1949 : Vlaamse Concentratie).



Si les années soixante sont une période faste d'un point de vue électoral, la première moitié des années soixante-dix se caractérise par une relative stagnation des résultats du parti. Suite à sa première participation gouvernementale, le parti est durement sanctionné lors du scrutin de 1978, tout en se rattrapant aux élections suivantes (1981). A partir des années quatre-vingt, la décline électorale est globalement constante. En 1985, la VU perd plus de 100 000 électeurs, mais reste le quatrième parti flamand. Les élections de 1987 confirment ce résultat. Le tassement s'est même accentué dans les années quatre-vingt-dix. En 1991, le parti perd à nouveau 130 000 électeurs et devient le cinquième parti en Flandre. Il atteint un plancher de 7,3% en 1995, soit un score presque équivalent à celui de 1961.

Le scrutin de 1999 se décline curieusement pour la VU. La performance électorale, sans être exceptionnelle, est meilleure qu'en 1995. Pourtant, les tensions internes sont

légion⁸. Participation asymétrique aux gouvernements⁹, élection à la présidence controversée et divisions internes subséquentes, élections communales décevantes en 2000, négociations institutionnelles difficiles¹⁰, « affaire Sauwens » et schisme entre la VU et ID21¹¹ : tous ces éléments se combinent jusqu'à poser la question de la pérennité du parti.

A l'été 2001, la décision du divorce est prise¹². Concrètement, chaque membre du parti a la possibilité de voter par écrit du 1^{er} août au 14 septembre pour un des trois projets en lice : celui du « groupe Anciaux » (Toekomstgroep), celui du « groupe Bourgeois » (Vlaams-nationaal), et celui du « groupe Sauwens » (Middengroep ou Niet Splitsen). Au final, le document des Vlaams-nationaal recueille 47,2% des suffrages, la contribution de Niet Splitsen 30,2% et celle du Toekomstgroep 22,6%. Aucune des trois tendances n'obtient suffisamment de suffrages pour conserver la dénomination « Volksunie »¹³. La VU a donc vécu. Le groupe Bourgeois hérite néanmoins de l'appareil de parti.

Le parti issu du groupe Bourgeois se baptise le 13 octobre « Nieuw-Vlaamse Alliantie » (N-VA). De son côté, le groupe Niet Splitsen décide de laisser à ses partisans la liberté de choisir leur avenir. ID21 a dès le 27 septembre opté pour la fusion avec le groupe Anciaux en une formation unique. Le Toekomstgroep, réuni en Congrès le 10 novembre, se labellise « Spirit »¹⁴. Au total, dix-sept élus sur vingt-six ont rejoint

⁸ J. NOPPE et B. WAUTERS, « Het uiteenvallen van de Volksunie en het ontstaan van de N-VA en Spirit : een chronologisch en morfologisch overzicht (juni 1999-juli 2002) », *Res Publica*, 44/2-3, 2002, p. 397-471 ; B. WAUTERS, « Een verscheurende keuze. Analyse van het stemgedrag van de VU-leden bij de ledenbevraging over het voortbestaan van de partij », *Res Publica*, 44/1, 2002, p. 3-26.

⁹ La VU est présente au gouvernement régional flamand aux côtés des socialistes (SP), des écologistes (Agalev) et des libéraux (VLD), mais pas au niveau fédéral.

¹⁰ P. DELWIT et B. HELLINGS, « Les accords du Lambermont-Saint-Polycarpe », *L'année sociale 2001*, Bruxelles, De Boeck Université, p. 43-58.

¹¹ Johan Sauwens, ministre du gouvernement flamand, a pris part à une réunion d'une association liée à l'extrême droite. Cette participation a servi d'élément déclencheur au schisme entre la VU et le mouvement incarnant une aile libérale de gauche créé par Bert Anciaux, ID21.

¹² Le 22 juin, 58% des membres avalisent l'observation du Bureau selon laquelle « les différentes tendances existant au sein de la VU ne peuvent plus cohabiter. Il leur sera impossible de se présenter ensemble aux élections de 2003 ». Les projets doivent être remis avant le 15 juillet, signés par au moins vingt-cinq membres du Conseil de parti ; le gagnant hérite de l'appareil du parti ; l'appellation « Volksunie » et son logo ne seront conservés que si un groupe obtient plus de 50% des suffrages ; les « perdants » auront droit à une partie des moyens du parti, à condition de réunir au minimum 20% des suffrages ; les moyens seront distribués proportionnellement au résultat et en fonction du nombre de parlementaires ayant souscrit au projet.

¹³ 9 801 membres sur 15 297 se sont exprimés (ce qui représente un taux de participation de 64%) ; 9 393 des suffrages étaient valables (= 95,84% ; 408 votes blancs et nuls = 4,16%). Pour une ébauche de profil des membres en fonction du projet pour lequel ils ont voté, voir B. WAUTERS, *loc. cit.*, p. 8-21.

¹⁴ Spirit signifie *Sociaal, Progressief, Internationaal, Regionalistisch, Integraal-democratisch, Toekomstig*.

le camp Anciaux (65%) ; huit ont préféré le projet Bourgeois et quatre se sont ralliés au groupe Sauvens avant de définir leur avenir individuellement.

La N-VA

Au plan électoral, différents sondages indiquent que les héritiers de la VU se situent sous le seuil de 5%, requis depuis peu pour obtenir un siège au parlement ¹⁵. La N-VA s'interroge dès lors sur sa survie électorale. Cela la mène dès janvier 2002 à entamer des négociations avec le CD&V dans l'optique de la formation d'un cartel pour les élections fédérales de 2003. Le parti décide néanmoins d'effectuer un premier test en solo aux élections fédérales de 2003 : il se solde par des résultats décevants. La seule circonscription où le parti parvient à décrocher un élu est la Flandre occidentale, fief de Geert Bourgeois (6,97%). Les discussions avec le CD&V reprennent et débouchent sur la signature d'un cartel en vue des élections régionales de 2004. Le cartel récolte 26,3% des voix. C'est un redressement pour le CD&V, mais relatif puisqu'il faut tenir compte des voix apportées par la N-VA. La remontée électorale est plus nette en 2007 ¹⁶. A l'occasion des élections fédérales, le cartel obtient 29,6% des voix et redevient le premier « parti » de Flandre. La part apportée par les nationalistes flamands dans ce résultat est cependant difficile à évaluer. Suite au scrutin de 2007, la crise liée aux négociations sur la formation du nouveau gouvernement fédéral se prolonge toute l'année. Après de multiples rebondissements, un gouvernement asymétrique est formé en mars 2008 sous la houlette de Leterme (CD&V, CDH, Open VLD, MR, PS). La N-VA décide de soutenir ce gouvernement sans y participer. Les tensions à l'intérieur du cartel sont évidentes et deviennent intenable dans le courant de l'été, lorsque le gouvernement met sur pied un dialogue de Communauté à Communauté pour gérer les questions institutionnelles, sans parvenir à obtenir le soutien de la N-VA. En conséquence, le 22 septembre, Bourgeois démissionne de son poste de ministre au gouvernement flamand. Cette décision signe l'arrêt de mort du cartel, la N-VA se situant dès lors dans l'opposition tant au niveau fédéral qu'à la Région flamande, alors que son partenaire du CD&V s'y trouve aux affaires. Lors d'un congrès organisé le 27 septembre, le CD&V décide à 82,3% de rester au gouvernement fédéral et de poursuivre le dialogue de Communauté à Communauté. C'est un retour à la case départ pour la N-VA, et aux questions existentielles quant à sa survie électorale. D'autant que l'agenda politique se recentre très rapidement sur la crise du secteur bancaire et ses conséquences sociales et économiques, détournant l'attention des médias des questions institutionnelles. Bart De Wever est cependant bien présent dans les médias grâce à sa participation à l'émission télévisée très populaire de la VRT ¹⁷, *Slimste mens ter wereld*, pendant dix semaines d'affilée. Entre-temps, Dedecker, autre leader de la droite « alternative » en Flandre, est rattrapé par différentes affaires relatives à la gestion musclée de son parti

¹⁵ P. DELWIT, J.-B. PILET, « Fédéralisme, institutions et vie politique. Stabilité, instabilité et retour », in *L'état de la Belgique. 1989-2004. Quinze années à la charnière du siècle*, Bruxelles, De Boeck, 2004, p. 43-79.

¹⁶ J.-B. PILET, E. VAN HAUTE, « The Federal Elections in Belgium, June 2007 », *Electoral Studies*, 27, 2008, p. 549.

¹⁷ L'émission rassemble en moyenne 1 300 000 téléspectateurs en Flandre, soit entre 63 et 66% de part de marché.

et par l'épisode du détective privé engagé pour enquêter sur Karel De Gucht (Open VLD). Contrairement aux attentes, ce n'est pas la LDD mais bien la N-VA qui est le grand gagnant du scrutin 2009 en Flandre. Le parti obtient 13,1% des voix, soit 16 sièges. Ce résultat tient pour beaucoup à la popularité de De Wever, qui obtient le second meilleur score personnel derrière Kris Peeters. Dans la circonscription d'Anvers, fief de son leader, la N-VA récolte jusqu'à 16,8% des voix (troisième score). Le résultat du parti est moins bon à l'Europe, avec 9,9% des voix (un siège). Mais ce n'était somme toute qu'un galop d'essai. Au printemps 2010, dans une nouvelle tentative pour sortir le dossier de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde de l'impasse, l'Open VLD met fin aux discussions et entraîne la chute du gouvernement. Centré sur les questions institutionnelles, l'agenda est on ne peut plus favorable à la N-VA qui réalise une percée spectaculaire. Avec près de 29% des voix à la Chambre et 33% au Sénat, la N-VA ravit le leadership à toutes les formations flamandes. Vingt-sept députés entrent au parlement et Bart De Wever s'impose comme l'homme incontournable du paysage politique flamand.

Spirit

Spirit conçoit les mêmes craintes quant à son devenir électoral. Lors de son congrès de formation, le parti rejette cependant toute idée d'alliance avec un autre parti¹⁸. Mais des sondages peu favorables amènent à revoir cette position¹⁹. Le 14 mai 2002, Anciaux annonce sa volonté de s'allier au SP.a, qui se montre ouvert à la proposition. D'autres choix sont possibles : une alliance avec Agalev, avec le VLD, le maintien de l'autonomie. Une partie des personnalités de Spirit privilégie au final une alliance avec le VLD. Fin mai, Vankrunkelsven et Van Quickenborne annoncent qu'ils s'en vont chez les libéraux si le parti accepte de signer un accord stipulant qu'il ne se lancera pas dans des politiques de droite conservatrice. Hermans et plus tard Borgignon quittent Spirit pour le VLD sans condition. Après le départ de ces personnalités, les « indépendantistes » revoient leur copie. Annemie Van de Casteele, Paul Van Grembergen et Els Van Weert notamment finissent par se rallier à la proposition de cartel avec le SP.a. Cette décision en pousse certains au départ. Bart Staes et Ferdy Willems se rapprochent d'Agalev. D'autres quittent la politique.

Le cartel SP.a-Spirit se présente aux élections fédérales de 2003. Ses résultats dépassent ses espérances (23,5%), il devient le deuxième parti de Flandre. A nouveau, il est difficile d'isoler l'effet net de Spirit dans ce résultat. Cette croissance se révèle cependant de courte durée. Dès les élections régionales de 2004, le cartel perd environ 200 000 électeurs. Il totalise 19,7% des voix et occupe la quatrième place en Flandre. Les élections fédérales de 2007 se révèlent encore plus désastreuses, le cartel ne récolte plus que 16,3% des voix (-7,2 points par rapport à 2003) ; le « petit » partenaire du cartel, Spirit, en raison des places réservées sur les listes, perd toute représentation à la Chambre et ne conserve qu'un seul sénateur (Geert Lambert). Spirit décide alors de prendre le temps de réfléchir à son avenir. Lors d'un congrès organisé le 14 avril 2008, il se rebaptise *VlaamsProgressieven* et change ses couleurs : de jaune/mauve, le parti

¹⁸ *Le Soir*, 12 novembre 2001.

¹⁹ Voir par exemple la position de Vincent Van Quickenborne dans *Humo*, 5 février 2002.

passé au bleu/rouge, indiquant plus clairement selon ses dirigeants son enracinement dans le libéralisme de gauche. En octobre 2008, le Bureau du parti réaffirme en outre sa volonté de poursuivre le travail au sein du cartel. Cette décision est approuvée par les adhérents lors d'un congrès (150 pour, 50 contre). Elle se trouve minorisée un mois plus tard, le 24 novembre 2008, lors d'un bureau du parti. Ce bureau de parti approuve à 68% la motion déposée par Lambert proposant de reprendre un cours indépendant : c'est un désaveu pour Anciaux qui amène la présidente du SP.A à annoncer la dissolution du cartel. L'avenir du parti en tant que formation indépendante reste très incertain et les défections de mandataires sont nombreuses : Anciaux, la quasi-totalité des députés au parlement flamand, le vice-président du parti, son secrétaire et nombre de mandataires locaux. Lambert prend la direction du parti le 13 décembre 2008. Un nouveau changement de nom intervient le 1^{er} janvier 2009. Le parti opte pour le label Sociaal-Liberale Partij et pour la couleur pourpre. Il ne parvient cependant pas à s'affirmer dans l'espace politique flamand durant la campagne précédant les élections régionales et européennes de juin 2009. Il récolte à peine 1,1% des voix à la Région, et 0,6% à l'Europe. Les maigres troupes du PSL ne peuvent que prendre acte de ce désaveu et optent pour une entrée sans conditions dans Groen!

Evolution de l'impact politique

Un parti peut exercer un impact politique à trois niveaux différents : sur le système de partis, sur le système politique et sur la prise de décision²⁰. A ces trois niveaux, l'impact de la VU a évolué dans le temps.

Impact sur le système de partis

Un élément attestant du succès de la VU dans les années soixante et soixante-dix est son impact sur le système de partis. Avant son émergence, le système de partis se caractérisait par une grande stabilité. Son arrivée bouscule la donne. L'index de fractionnalisation du système de partis en atteste. Il atteint 0,60 en 1950 et n'a fait que croître dans les deux décennies suivantes (il n'est plus descendu sous les 0,80)²¹. L'origine de ce phénomène est à trouver dans deux évolutions majeures, imputables plus ou moins directement à la présence de la VU dans le paysage politique. La première est l'émergence réactive de deux autres partis régionalistes, l'un wallon (Rassemblement wallon, RW), l'autre bruxellois (Front démocratique des francophones, FDF). La seconde, plus importante encore, est l'influence de la VU sur les trois partis traditionnels (socialiste, social chrétien et libéral). Il est difficile de prouver l'influence directe de la VU sur les problèmes internes à ces formations politiques. Cependant, il est clair que le succès électoral du parti et la saillance des enjeux communautaires ont rendu la survie des partis unitaires difficile. Aucun n'a survécu à la pression et tous trois ont fini par se séparer en deux partis distincts.

La scission de la VU a eu, elle aussi, un impact non négligeable sur le système partisan en Flandre. Les deux partis héritiers de la VU ont opté pour une stratégie de

²⁰ R. HARMEL, « On the Study of New Parties », *International Political Science Review*, 6/4, 1985, p. 413-414.

²¹ P. DELWIT, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010 (2^e édition).

cartels électoraux, influant par là sur le rapport de force entre partis traditionnels, mais aussi sur l'agenda politique en pesant de tout leur poids lors des campagnes électorales. Quant à l'exceptionnel succès de la N-VA du 13 juin 2010, il est difficile de dire s'il est conjoncturel ou structurel.

Impact sur le système politique et sur la prise de décision

Pour exercer son influence politique, le parti dispose de plusieurs stratégies. Seiler en identifie trois : une stratégie hors du système, une stratégie tribunitienne et une stratégie gouvernementale²². La VU oscille entre les deux derniers types. A côté d'un travail parlementaire et extra-parlementaire important (manifestations, liens avec les associations, etc.), la VU s'est plusieurs fois retrouvée partenaire de coalitions gouvernementales.

Le succès électoral de la VU (années soixante et soixante-dix) se situe au moment où le parti mène une stratégie tribunitienne et où son impact politique est important. Plusieurs études ont démontré que, durant les années soixante-dix, les parlementaires de la VU ont effectué un travail important en comparaison des autres formations politiques, en termes de participation au débat, de contrôle de l'action du gouvernement ou d'initiatives législatives²³. Par ailleurs, la VU recourt fréquemment à des stratégies extra-parlementaires : appel aux médias, contacts avec les groupes de pression, organisation de manifestations²⁴, etc.

Cette stratégie tribunitienne permet cependant au parti d'exercer une influence notable sur la prise de décision. Dewachter *et al.* ont évalué l'impact des partis d'opposition sur la législation belge entre 1965 et 1971²⁵. Leur étude révèle que la VU parvient, malgré son statut de parti d'opposition, à faire triompher ses thèses. Elle arrive en quatrième position, après les partis de gouvernement. Sa stratégie tribunitienne lui permet de porter à l'agenda une série de questions, principalement d'ordre linguistique et communautaire, et de réaliser une part non négligeable de son programme.

Ce succès a cependant mené certaines personnalités influentes à repenser la stratégie à adopter. Petit à petit, la perspective d'une participation gouvernementale fait son chemin. A la fin des années soixante-dix, la VU accède pour la première fois au gouvernement national sous l'impulsion de son président d'alors, Hugo Schiltz. Le pas est considérable, car pour plusieurs segments du parti et de l'électorat, la VU n'est pas et ne peut être un parti de gouvernement. D'ailleurs, en 1974, elle aurait déjà pu participer à un gouvernement associant libéraux, sociaux chrétiens, RW et FDF, mais une partie du parti avait refusé cette option. En 1977, la participation

²² D.-L. SEILER, *Les partis autonomistes*, Paris, PUF, 1982.

²³ L. DE WINTER, « Regionalist parties in Belgium : the rise, victory and decay of the Volksunie », in L. DE WINTER (éd.), *Non-state wide parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p. 35-36.

²⁴ Selon Smits, la VU est à l'origine de 61% de l'ensemble des manifestations organisées par les partis politiques entre 1960 et 1967. J. SMITS, *Democratie op straat : een analyse van de betogingen in België*, Leuven, Acco, 1984.

²⁵ W. DEWACHTER, E. DEGRAEVE-LISMONT, G. TEGENBOS, « The Effect of Opposition on Government Policy », *European Journal of Political Research*, 5/3, 1977, p. 245-265.

gouvernementale marque ainsi l'influence directe de la VU dans le processus de prise de décision. Cette consécration révèle dans le même temps la grande fragilité du parti et crée des divisions internes, certains ayant peur de perdre leur âme en prenant part au gouvernement. La VU accède au gouvernement en coalition avec les socialistes (PSB-BSP), le PSC, le CVP, et le FDF. Elle négocie les accords d'Egmont (1977) et de Stuyvenberg (1978), censés mettre en œuvre la régionalisation. Mais une partie de la VU ne suit pas ses négociateurs. Une part substantielle de l'électorat et du mouvement flamand refuse le compromis. Aux élections anticipées de 1978, la VU enregistre un recul sévère. Surtout, elle voit naître un concurrent nationaliste à sa droite : le Vlaams Blok, cartel électoral créé par des personnalités de la VU en désaccord avec le soutien apporté au pacte d'Egmont.

Paradoxalement, le parti est plus présent dans les exécutifs depuis le début de son déclin électoral. Il a été partie prenante au gouvernement national de 1988 à 1991. Il a été membre du gouvernement régional flamand de 1981 à 1985, de 1988 à 1995 et de 1999 à 2003, avec cependant certaines perturbations liées à l'implosion du parti durant la dernière législature. Les deux formations héritières de la VU participent aussi aux exécutifs : Spirit, en cartel avec le SP.a, est présent de 2003 à 2007 au fédéral et depuis 2004, au niveau régional flamand ; la N-VA, alliée au CD&V, est aux côtés de Spirit dans l'exécutif flamand depuis 2004. Elle participe en outre aux négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral suite aux élections de 2007 et aux négociations postérieures au scrutin de juin 2010 jusqu'à son refus de la note du formateur Di Rupo en juillet 2011. Elle éprouve cependant des difficultés à entrer dans une logique de gouvernement de coalition. Au final, elle opte pour une position intermédiaire de soutien sans participation au gouvernement. Cette position entre stratégie tribunitienne et implication gouvernementale n'est pas tenable. La décision de quitter le gouvernement flamand facilite la transition vers une opposition assumée au niveau fédéral.

La tension entre participationnistes et tribuns ne s'est pas atténuée avec le temps. En effet, la participation n'a pas convaincu les sceptiques de ses bienfaits. La VU a systématiquement souffert de son intégration à des coalitions gouvernementales. La première participation n'a pas généré de réforme de l'Etat (le pacte d'Egmont n'ayant pas été voté). Lors de la deuxième participation, deux tiers du programme du parti sont réalisés, sans pour autant générer des conséquences électorales positives. La dernière participation de la VU au gouvernement régional flamand lui a d'ailleurs été fatale. Elle illustre les difficultés du parti à concilier stratégie gouvernementale et tribunitienne. La négociation des accords de la Saint-Polycarpe par les participationnistes a (à nouveau) soulevé de vives critiques en interne et suscité un conflit entre les négociateurs et la base du parti (soutenue par certains mandataires) hostile à toute concession communautaire et installée dans une stratégie d'opposition (participation à des manifestations contre les accords, etc.). Ces divergences ont abouti à l'implosion du parti. Ces tensions entre stratégie tribunitienne et participationniste ont eu un écho à la N-VA lors des négociations pour la formation du gouvernement fédéral suite aux bons résultats du cartel en 2007. La N-VA a cependant accepté d'entrer dans l'exécutif dirigé par Kris Peeters après les élections régionales de juin 2009.

Au final, l'impact politique de la *VU* et de ses héritiers a été important. Tant au niveau du système de partis que du système politique et de la prise de décision, le nationalisme flamand démocratique a marqué la vie politique de son empreinte. Cependant, ces succès ont généré des dissensions entre participationnistes et tribuns. Les participations gouvernementales non fructueuses n'ont pas permis d'atténuer la fracture.

Ideologie et axes programmatiques : un projet politique moins clair et un factionnalisme croissant

Pour Seiler, les partis régionalistes sont originaires du clivage centre/périphérie, et ont pour objectif de rendre une communauté ethno-territoriale auto-responsable ²⁶. Le projet initial de la *VU* est clairement lié à son inscription principale sur le clivage centre-périphérie. Il faut donc centrer l'analyse sur les positions du parti dans ce domaine et sur leurs évolutions. Le parti a dû aussi définir ses positions sur d'autres clivages constitutifs de la société et de la vie politique belge : socio-économique, philosophique, post-matérialiste.

Müller-Rommel propose six types de projets régionalistes : les protectionnistes, les autonomistes, les national-fédéralistes, les fédéralistes européens, les séparatistes et les irrédentistes ²⁷. A l'analyse, il semble que les expressions politiques du mouvement flamand et le projet politique de la *VU* elle-même aient passé d'une catégorie à l'autre et que des divisions internes entre partisans de l'un ou l'autre projet aient vu le jour.

Ainsi, les revendications flamandes avant la première guerre mondiale prennent une forme protectionniste (demande de protection d'une minorité). Durant l'entre-deux-guerres, le mouvement flamand s'exprime à travers le *Frontpartij*, puis le *Vlaams Nationaal Verbond* (*VNV*), ce dernier adoptant des positions irrédentistes en faveur d'une indépendance totale et d'un rattachement à un autre Etat afin de créer les grands Pays-Bas. A sa création en 1954, la (*Christelijke*) *Vlaamse Volksunie* (*CVV*) prône une réforme profonde de l'Etat belge, dans le sens d'un Etat fédéral à deux (flamands et wallons), soit une position nationale-fédéraliste. Concrètement, cela signifie l'autonomie culturelle, la délimitation d'une frontière linguistique, un règlement linguistique définitif pour Bruxelles, une stricte équivalence dans tous les services de l'Etat, la liquidation de la répression et l'amnistie. La ligne directrice du programme du parti est « la Flandre en premier » ²⁸.

Vers la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, la position a évolué vers le modèle confédéral et à partir de la fin des années quatre-vingt-dix, vers la demande d'une indépendance au sein de l'UE (projet fédéraliste européen) ²⁹. Les deux formations issues des cendres de la *VU* proposent des positions légèrement divergentes. La *N-VA* voit la Flandre comme un Etat indépendant dans l'UE, en alliance

²⁶ D.-L. SEILER, *op. cit.*, p. 20.

²⁷ F. MÜLLER-ROMMEL, « Ethno-regionalist parties in Western Europe : empirical evidence and theoretical considerations », in L. DE WINTER (éd.), *op. cit.*, p. 181-198.

²⁸ L'expression « nationalisme flamand » n'est cependant pas utilisée dans le manifeste ; aucune référence n'est faite aux origines politiques du nationalisme flamand (*Frontpartij*).

²⁹ S. GOVAERT, *loc. cit.*, 1993, p. 20.

avec d'autres régions³⁰. La position de Spirit est moins claire. Selon ses fondateurs, le terme nationalisme est dépassé. Ils se définissent comme « post-belges », sortis du modèle conflictuel. Le lien historique avec la Wallonie serait une richesse à ne pas « balancer par dessus bord comme cela ». Ils prônent un modèle d'émancipation pacifique des cultures et des peuples en Europe. Ils rappellent leur attachement au fédéralisme intégral, tout en optant pour le modèle confédéral entre Flandre et Wallonie. La déclaration de principe de VlaamsProgressieven insiste sur l'option confédéraliste et la solidarité entre communautés. Mais ce n'est plus le principe premier mis en évidence par le parti. C'est désormais l'orientation de libéralisme de gauche qui est soulignée, le positionnement en matière institutionnelle arrivant en second lieu³¹.

En matière de projet régionaliste, la VU a donc changé de position avec le temps, mais aussi selon les personnalités. Toutefois, on peut noter une évolution claire, du protectionnisme vers l'indépendance totale, soit une radicalisation progressive des positions.

Durant ses premières années d'existence, la VU détient le monopole des projets liés à la défense des intérêts flamands. La percée de la VU dans les années soixante est clairement liée à l'incapacité, dans les partis traditionnels, de répondre aux demandes régionalistes, de par leur structure unitaire imposant le compromis. A partir de la fin des années soixante-dix, la situation de la VU dans l'espace politique se modifie. Les partis traditionnels ont intégré la problématique communautaire. Leur scission les libère de la nécessaire recherche de compromis entre ailes linguistiques et laisse place à l'expression de positions plus centrées sur les intérêts flamands. La VU perd son monopole. En outre, les réformes institutionnelles, en particulier celle de 1993, mettent en œuvre le cœur du projet politique initial de la VU. La VU n'aurait-elle pas alors perdu sa raison d'être et donc son attrait électoral ? La radicalisation des dernières années peut s'interpréter comme une recherche de nouvelles raisons d'existence.

En outre, dès sa formation, le parti connaît des divisions internes sur la direction programmatique à suivre : doit-il se focaliser sur la question du nationalisme flamand ou proposer un projet de société complet avec une large offre de choix de politiques à mener ? Le congrès de parti de 1969 consacre la domination du second courant³². Le parti continue à défendre les revendications classiques flamandes, mais s'intéresse à d'autres terrains de la vie sociale. Les échecs électoraux, la fédéralisation, la scission des familles politiques vont relancer de façon récurrente le débat entre partisans et opposants à un recentrage sur les questions communautaires. Cette question affecte et divise profondément le parti.

Dès 1985, l'échec électoral est imputé par Van der Elst à la trop grande dispersion du parti sur des thèmes qui ne lui sont pas propres. Il prône un recentrage sur les questions communautaires³³. Le départ en 1992 de l'ancien président Gabriëls vers le VLD suivi par des personnalités comme Coveliers ou Valkeniers est lié à un

³⁰ Manifeste de la N-VA, « 21 points devant guider l'entrée de la Flandre dans le 21^e siècle », adopté le 13 octobre 2001.

³¹ <http://www.vlaamsprogressieven.be>

³² P. MENU, *Congresresoluties van de Vlaamse politieke partijen. 1. De Volksunie 1955-1993*, Gent, Steenpunt Sociopolitiek Systeem, 1994.

³³ S. GOVAERT, *op. cit.*, 1993, p. 38.

désir d'ouverture non suivi par la base. Le travail de redéfinition programmatique d'Anciaux et la crise des dernières années s'inscrit largement dans la continuité de ces questions. Les divergences de vue quant au caractère exclusif ou non de la dimension « nationalisme démocratique » dans le programme du parti sont au cœur des motifs de son implosion. C'est une des oppositions fondamentales entre le « groupe Bourgeois » et le « groupe Anciaux ». Pour le premier, la thématique du nationalisme flamand doit être le cœur de l'activité et du positionnement du parti. Pour le second, il est tout aussi important de prendre position sur d'autres sujets de société, dans une optique progressiste.

A côté de ces questionnements liés à la réalisation de son projet politique majeur, le parti a dû se positionner sur les autres clivages structurant la société belge. Cela ne s'est pas fait sans heurts.

En matière philosophique, la VU se décline comme l'une des premières formations politiques transversales en Belgique. Elle se présente comme un parti qui traverse les piliers, organisations sociales qu'elle dénonce fréquemment³⁴. En dépit de ses origines chrétiennes, elle a vite recentré ses positions, et exige sur cette question l'égalisation dans la loi de l'enseignement libre avec l'enseignement officiel, voire la synthèse des réseaux. Cette optique fondatrice du parti est maintenue et rappelée à de nombreuses reprises. Elle est d'ailleurs reprise par les deux formations héritières de la VU. Tant la N-VA que Spirit réitèrent leurs critiques à l'encontre de la polarisation. Cependant, en matière de choix moraux et éthiques, la N-VA présente un profil plus conservateur que les anciens VlaamsProgressien, qui insistaient fortement sur l'option pluraliste du parti et sur certains aspects du libéralisme moral.

La VU est aussi un des premiers partis à se positionner sur de nouvelles thématiques, notamment de démocratie participative (consultation populaire, référendums, etc.) comme le feront ses successeurs. La N-VA prône l'instauration d'une République flamande. Cependant, elle met en garde contre les dangers du référendum et de l'élection directe des bourgmestres. Spirit voulait aussi encourager la participation des citoyens, la démocratie intégrale (subsidiarité, consultation populaire, abolition du vote obligatoire, abolition de la monarchie et des titres de noblesse, droit de vote communal sur la base de la durée de séjour et non sur la nationalité, approfondissement des interdictions de cumul de mandats politiques et autres formes de cumuls). Cependant, les héritiers de la VU ne détiennent plus le monopole sur ces thématiques ; d'autres partis ont émergé sur la scène politique (Groen!) comme une alternative aux partis dits traditionnels.

C'est en matière socio-économique que les divisions se font le plus sentir. La VU opte pour une position de centre-droit jusque vers le milieu des années soixante, avant de se déplacer vers le centre dans les années soixante-dix et d'endosser des positions de libéralisme de gauche à partir de la fin des années 1980³⁵. Anciaux a accentué cette option dans les années quatre-vingt-dix. La création d'ID21 s'inscrit dans cette logique de réaligement. Le rapport du parti à ID21 est source de tensions. Pour certains (groupe Bourgeois et Middengroep), la VU doit rester indépendante de toute alliance.

³⁴ P. DELWIT et E. VAN HAUTE, *loc. cit.*

³⁵ L. DE WINTER, *loc. cit.*, 1994, p. 30.

Ils rejettent la collaboration avec des mouvements tels ID21. A l'inverse, le groupe Anciaux souhaite approfondir ce type de rapports, dans la lignée d'une ouverture du parti vers les « nouveaux mouvements sociaux ».

Oppositions sur le projet régionaliste (radicalisme et exclusivité versus modération relative et ouverture) et sur les questions socio-économiques (relations aux nouveaux mouvements sociaux) sont donc les deux clés pour comprendre les conflits ayant mené à la scission du parti et les divergences principales entre les deux formations « héritières » de la VU.

Structure et organisation

Leadership

Durant son demi-siècle d'existence, le parti n'a compté que peu de présidents. La période de succès électoral se caractérise par une grande stabilité de la fonction, alors que la décade est gérée par un nombre croissant de présidents ³⁶. On constate donc une corrélation négative claire entre les tensions entre factions, les affrontements entre personnalités du parti (oppositions idéologiques et stratégiques évoquées ci-dessus) et les résultats électoraux.

Les premières années sont marquées par une relative homogénéité interne, le parti restant centré sur les questions communautaires. La stabilité du leadership durant ces années atteste et renforce cette unité. Le fondateur du parti, Herman Wagemans, occupe la fonction de président jusqu'en 1957. Le deuxième homme à occuper ce poste est Frans Van der Elst. Il y reste durant près de vingt ans (1957-1975). Sa réélection n'a jamais vraiment été contestée ni concurrentielle. Il est à l'évidence le leader historique du parti régionaliste. C'est durant ses années de « règne » que le parti a atteint son plafond électoral. Souffrant de problèmes de santé, il décide de créer en 1973 une nouvelle fonction au sein du parti, lui permettant de faire monter à ses côtés son « dauphin », Hugo Schiltz.

L'élection de Schiltz est serrée. Déjà, les tensions sont palpables entre deux tendances de force relativement similaire. La première, la plus ancienne, correspond aux nationalistes traditionnels, pour qui le parti doit rester « pur », ne pas se compromettre en participant au pouvoir, et rester centré sur les questions communautaires. Dans les autres matières, ils se situent en général à droite de l'espace politique. La seconde tendance correspond aux participationnistes, qui sont d'avis que la position intransigeante a atteint ses limites et que le parti est prêt à accepter les compromis du pouvoir. Sur les autres questions, ils peuvent être qualifiés de libéraux de gauche et progressistes, en faveur d'un parti radical non conformiste, qui devrait s'intéresser à des thématiques post-matérialistes à côté des thématiques communautaires.

Ces tensions constantes apparaîtront au grand jour lors des élections présidentielles. Toutes les élections seront disputées. Après le départ de Van der Elst, personne n'a réellement su gérer les conflits idéologiques entre les différentes tendances, chaque président étant issu de l'une ou de l'autre.

Schiltz co-présidera le parti aux côtés de Van der Elst durant deux ans (1973-1975). Il est réélu plus confortablement à ce poste en 1975. Il reste en poste jusqu'en

³⁶ E. VAN HAUTE, *op. cit.*, 2006, p. 243-264.

1979, date à laquelle il présente sa démission suite au déboire électoral de 1978. Vic Anciaux se présente à sa succession face à Johan Sauwens. Il incarne un courant plus « dur » au sein du parti et remporte les élections. Il restera en place jusqu'en 1986. Lui aussi quittera la présidence suite à des résultats électoraux insatisfaisants. Jaak Gabriels lui succède. Il est très difficilement réélu en 1989 face à Patrick Vankrunkelsven, porté par les jeunes du parti et incarnant le renouveau. En 1992, son mandat se termine et ne peut statutairement être renouvelé. Il est remplacé par Bert Anciaux. Ce dernier est réélu en 1996 après le léger redressement électoral de 1995. Fin novembre 1997, il demande un congé sabbatique de neuf mois et est remplacé par Patrick Vankrunkelsven. Durant cette période, il fondera ID21. VU et ID21 s'allient en 1998. Bert Anciaux est élu à la tête de cette alliance, tandis que Vankrunkelsven assume la présidence de la VU.

En 2000, l'affrontement pour la présidence est très disputé. Vankrunkelsven incarne le courant ouvert et participationniste. Il bénéficie de l'appui d'Anciaux. Geert Bourgeois symbolise pour sa part la vision nationaliste historique et plus conservatrice de la VU. Les tensions entre factions sont exacerbées par les négociations liées aux accords de la Saint-Polycarpe. Sur ces tensions viennent se greffer des incompatibilités de personnes. Au final, Vankrunkelsven se fait détrôner par Bourgeois (54%). C'est la première fois qu'un candidat soutenu par l'appareil de parti est désavoué.

Ces oppositions de personnalités ont joué un rôle majeur dans le processus de désagrégation du parti. L'affrontement entre Bourgeois et Anciaux en a été la principale illustration. Les deux hommes sont parvenus à fédérer autour d'eux un « camp » de partisans. Les déclarations des différents acteurs dans la presse flamande reflètent les tensions et les antipathies. Dès le 3 février 2001, Geert Bourgeois déclare : « Il y a eu des mots très durs qui rendent pour certaines personnes tout travail commun difficile »³⁷. Bourgeois peut aussi compter sur le soutien de Frieda Brepoels : « Quand je vois Bert travailler, mon estomac se retourne »³⁸. L'autre camp n'est pas en reste. Bert Anciaux injurie par exemple les partisans du camp adverse en les traitant de « crapules et assassins du parti »³⁹. Hugo Schiltz pointe du doigt les agissements de Geert Bourgeois : « Bourgeois (...) a systématiquement contrecarré et saboté le Bureau de parti. (...) Sa présidence a été destructrice pour le parti. (...) Bourgeois avait d'autres buts : mettre le groupe Anciaux hors circuit »⁴⁰.

Après l'implosion de la VU, Bourgeois est nommé président de la N-VA. A l'occasion de sa nomination au gouvernement flamand en 2004, un président *ad interim* est nommé, Bart De Wever, qui sera confirmé à ce poste à l'occasion d'un congrès. Il s'est fait réélire en 2011. Chez Spirit, c'est Annemie Van de Casteele qui est désignée pour remplir cette fonction. Elle est remplacée en 2002 par Els Van Weert. Après le premier semi-échec électoral de 2004, Geert Lambert lui succède lors d'un congrès organisé en octobre. C'est à nouveau une défaite électorale qui mène Bettina Geysens à la tête du parti en octobre 2007 (Lambert ayant par ailleurs été élu sénateur). Elle démissionne le 19 novembre 2008 suite à une affaire de frais de

³⁷ *De Standaard*, 3 février 2001.

³⁸ *Ibid.*, 10 février 2001.

³⁹ *Ibid.*, 6 février 2001.

⁴⁰ *Het Belang van Limburg*, 1^{er} octobre 2001.

fonctionnement lors de sa présidence de la VRT. Nelly Maes assure l'intérim. Suite aux défections liées à la motion de Lambert en faveur d'un cours indépendant, ce dernier revient à la présidence du parti. Il est désigné par le Conseil du parti le 13 décembre 2008 et préside *de facto* la nouvelle formation (SLP) créée le 1^{er} janvier 2009, avant son intégration dans Groen!.

Adhésion et base de recrutement

La base organisationnelle d'un parti comprend sa base propre (membres et activistes) et les mouvements sociaux qui lui sont liés et sur lesquels il peut s'appuyer.

Dans le cas de la VU, les deux se sont érodés avec le temps. A l'interne, et pendant plus de vingt ans, le parti a pu recruter un nombre appréciable de membres. Partie de 2 500 en 1960, la formation dépasse les cinquante mille adhérents dans les années soixante-dix. Après 1978, le nombre de membres commence à décliner lentement, pour se reprendre légèrement jusqu'en 1985. Depuis, la décruce est au rendez-vous. Au milieu des années quatre-vingt-dix, le parti passe même sous la barre des vingt mille membres.

Tableau 1. Evolution du nombre d'adhérents et du taux d'adhésion de la Volksunie (1961-2001)

<i>Année</i>	<i>Adhérents</i>	<i>Taux d'adhésion</i>	<i>Année</i>	<i>Adhérents</i>	<i>Taux d'adhésion</i>
1961	2 511	1,38	1982	47 410	
1962	6 835		1983	50 322	
1963	8 761		1984	52 263	
1964	9 235		1985	50 877	10,65
1965	12 630	3,79	1986	49 672	
1966	17 233		1987	48 547	9,81
1967	19 294		1988	47 582	
1968	24 997	4,93	1989	43 898	
1969	30 535		1990	40 779	
1970	36 326		1991	36 474	10,04
1971	41 458	7,06	1992	32 385	
1972	46 287		1993	27 696	
1973	50 350		1994	21 831	
1974	51 141	9,54	1995	15 637	5,52
1975	52 420		1996	19 833	
1976	50 989		1997	18 487	
1977	51 878	9,27	1998	16 860	
1978	53 067	13,66	1999	15 504	4,55
1979	45 885		2000	15 624	
1980	49 563		2001	11 534	
1981	46 671	7,93			

L'évolution du taux d'adhésion de la VU démontre sa capacité à recruter une large base mobilisatrice. Le taux d'adhésion indique le rapport entre le nombre d'adhérents et le nombre d'électeurs. Dans les années soixante, ce taux est relativement faible, en raison surtout de la relative jeunesse de l'organisation partisane, qui n'est encore que faiblement implantée. Dans les années soixante-dix, le nombre d'adhérents croît fortement, alors que les résultats électoraux du parti se stabilisent. Le parti s'implante solidement au niveau local et parvient à rivaliser avec certains partis traditionnels, ce qui renforce son taux d'adhésion. Dans les années quatre-vingt, le taux d'adhésion reste élevé, mais pour des raisons différentes : le nombre d'adhérents reste relativement stable, alors que la décrue électorale est entamée. Il faut attendre les années quatre-vingt-dix pour voir le taux d'adhésion diminuer drastiquement en raison de la chute vertigineuse du nombre d'adhérents.

Les partis issus de la VU présentent des niveaux d'adhésion relativement faibles, qui, additionnés, rivalisent à peine avec le nombre d'adhérents de la VU au moment de son implosion. La N-VA déclare 9 823 membres en 2005 et 10 411 en 2006. Spirit revendique 4 989 adhérents en 2005 et 5 497 en 2006. La N-VA, qui a hérité de l'appareil de la VU, semble bénéficier d'une implantation locale plus forte. Elle détient trois fois plus de mandats locaux que Spirit. Ce dernier détenait cependant le double de mandats de députés (européen, fédéral, régional) avant son échec électoral de 2007. Dans la foulée de son succès aux élections régionales de 2009 et de son triomphe au scrutin fédéral de 2010, la N-VA voit augmenter son recrutement et espère atteindre vingt mille membres fin 2011.

La présence ou non d'alliés influents mobilisables constitue un autre élément de la base organisationnelle et mobilisatrice du parti. La VU entretient des liens étroits avec le mouvement nationaliste flamand. Cependant, la pilarisation importante de la société flamande implique que l'identité première des mouvements est souvent celle du pilier. Certains mouvements n'ont jamais pu être satellisés par les nationalistes flamands. Néanmoins, la plupart des organisations non pilarisées ont considéré la VU jusque dans les années soixante-dix comme le médiateur principal de leurs intérêts sur la scène politique⁴¹. Ces mouvements actifs prennent position sur les enjeux communautaires. Ils expriment leur opinion à travers divers canaux (réunions, manifestations, etc.). La VU est à l'écoute des mouvements et présente dans leurs réunions. Elle en retire un soutien important pour faire passer ses propositions et influencer sur la prise de décision, mais aussi bénéfique électoralement. Les liens entre mouvement flamand et VU se reflètent entre autres dans l'action des parlementaires du parti. Beaucoup sont impliqués dans les sphères dirigeantes d'organisations du mouvement flamand.

⁴¹ E. VAN HAUTE, *op. cit.*, 2006, p. 243-264.

Tableau 2. Evolution des effectifs de la N-VA ⁴²

2002	10 469	2007	9 448
2003	11 365	2008	10 217
2004	9 653	2009	11 477
2005	9 424	2010	15 799
2006	10 411		

Mais cette arme s'est révélée à double tranchant. Dès que ces mouvements sont déçus par leur relais politique, leur action peut être néfaste à leur ancien allié. En outre, les sociaux chrétiens, en optant pour des positions plus en pointe sur les thématiques communautaires, se sont attiré les sympathies d'une frange du mouvement flamand. C'est aussi et surtout la participation de la VU à l'élaboration du pacte d'Egmont qui a terni ses relations avec le mouvement flamand. Depuis, la VU a clairement perdu son monopole de représentation politique du mouvement. Par ailleurs, le mouvement flamand a lui aussi perdu de son influence sur l'agenda politique. Il se retrouve divisé sur les positions à adopter depuis la fédéralisation de la Belgique ; division renforcée par les tentatives du Vlaams Blok de le radicaliser. Les organisations flamingantes s'entre-déchirent sur les plaines de l'Yser en 1995. A cette occasion, des élus de la VU seront molestés et sifflés. Les organisations se réconcilient en 1998, au prix du départ de certains membres du comité organisateur du pèlerinage de l'Yser. Il est intéressant de noter une tension interne à la VU dans son rapport au mouvement flamand. Une partie de celle-ci semble résolument s'en détacher, alors qu'une autre en recherche encore les faveurs. Cela se traduit clairement lors de la scission du parti. Une partie des membres, soutenant le projet de Bourgeois, est relativement impliquée et active au sein des organisations du mouvement. Près de 60% des membres ayant voté pour ce projet déclarent être membre d'une telle association, pour 30% d'actifs ⁴³. A l'inverse, les partisans du projet « Anciaux » sont beaucoup moins nombreux à déclarer une telle appartenance : 5%.

Conclusion

On peut distinguer deux périodes dans l'histoire de la VU. La première s'étend de son origine à la fin des années soixante-dix, lorsque le parti atteint le sommet de son succès électoral ; la seconde correspond au déclin du parti, des années quatre-vingt à sa disparition.

Le succès initial de la VU est lié à l'inscription du parti sur un versant de clivage original (périphérie), dont il détient le monopole de la médiation des intérêts. Le projet politique du parti se focalise sur ces questions. Au niveau interne, la cohésion est également de mise. Le parti est dirigé par un leader historique et parvient à s'enraciner au niveau local. La VU développe une base d'adhésion rivalisant avec certains partis traditionnels et dispose d'une base de soutien à travers le mouvement flamand. Au

⁴² Données fournies par le parti.

⁴³ B. WAUTERS, *loc. cit.*, p. 11.

niveau externe, le parti développe principalement une stratégie tribunitienne pour parvenir à mettre ses thématiques à l'agenda. Cette stratégie se révèle payante.

Ces succès font des envieux. Les autres formations politiques réagissent et s'adaptent, réduisant la position monopolistique de la VU sur les questions linguistico-communautaires. En interne, la réalisation du projet initial du parti provoque des divisions sur l'orientation idéologique future à adopter (version radicale vs version ouverte). À l'extérieur, la stratégie à adopter génère aussi des divisions entre tribuns et participationnistes. S'ensuivent des luttes pour le leadership. L'ensemble des facteurs qui ont concouru au succès du parti se sont inversés et peuvent expliquer son déclin et sa disparition.

L'avenir de ses héritiers a divergé. La survie électorale de la N-VA paraissait incertaine après l'implosion du cartel avec le CD&V. Pourtant la N-VA a réalisé une percée aux élections régionales de juin 2009 et a déferlé, telle une vague, aux élections fédérales du 13 juin 2010. Elle avait déjà largement pesé sur les négociations institutionnelles lors de la formation du gouvernement Leterme I ; elle est désormais un acteur à l'influence « directe » très forte. *A contrario*, Spirit et ses héritiers ont progressivement dépéri au point de jeter le gant en 2009 et de se fondre dans les verts flamands.